



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

La Lettre du CIAN

Mai / Juin 2017

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

Analyse

L'Afrique s'affirme comme une zone à fort potentiel économique, car le continent a la capacité de générer de la croissance comme il n'en existe plus ailleurs dans le monde.

L'Afrique est un futur eldorado, un terrain vierge pour les investisseurs.

Même si les volumes restent modestes comparés aux investissements réalisés sur d'autres continents, ils progressent régulièrement. L'Afrique est le plus grand marché du monde pour les infrastructures à construire, et ceci pour longtemps.

Les forces du continent sont donc nombreuses, sans compter sa jeunesse et sa démographie.

La baisse du prix des matières premières qui, par conséquence, a mis les réserves de change de la totalité du continent pratiquement à sec est peut être une opportunité pour produire enfin sur place ce qui est aujourd'hui importé, et créer de la valeur ajoutée.

Mais les faiblesses sont elles aussi multiples et souvent nous les amplifions. Si les efforts pour améliorer la qualité de la gouvernance sont amplifiés, celle-ci se transformera en atout qui pourra entraîner le reste.

Aujourd'hui, l'afro-pessimisme gagne du terrain car bien souvent, lorsque l'économie va un peu moins bien, nous surestimons les faiblesses et les menaces ; il est donc toujours utile de se rappeler les éléments positifs et les perspectives favorables.

Alors que l'afro-pessimisme commence à gagner les opérateurs asiatiques avec la faiblesse des prix des matières premières qui justifie de moins en moins l'apport de financements et d'investissements, et que l'Amérique aussi a plutôt l'air de se désengager de sa présence déjà faible, il existe certainement des marchés à saisir pour notre pays et ses entreprises, à l'heure d'un nouveau Président jeune et optimiste.



Alexandre Vilgrain
Président

A RETENIR

20 JUIN 2017

Déjeuner-débat du
CIAN

*L'Afrique et les marchés
mondiaux de matières
premières.*

*Avant-première
du Rapport Arcadia
Afrique 2017*

Par Philippe Chalmin, Yves
Jégourel et Karim El Aynaoui

Inscriptions :

communication@cian.asso.fr

Tél : +33 (0)1 45 62 55 76

Les Cahiers du CIAN

Le Digital en Afrique.

Jean-Michel Huet.

Ed. Michel Lafon, avril 2017



ACTIVITES DU CIAN

Commission Sûreté – CIAN
Paris, 23 février



Arnaud Kremer, président de la commission Sûreté, aborde des sujets pragmatiques. Il a réuni les adhérents sur le thème des voyages d'affaires dans les zones à risques. L'entreprise, responsable de la protection de ses collaborateurs a une obligation d'information, de formation et de suivi de ses voyageurs et expatriés. Le collaborateur, quel que soit son statut, doit suivre les consignes et procédures mises en place par l'employeur et notamment bien préparer sa mission avant de se déplacer.

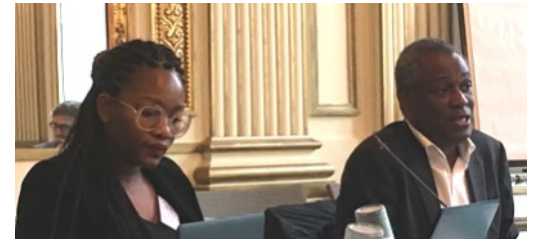
En Afrique, le voyageur et l'expatrié se retrouvent souvent dans des milieux qu'ils connaissent mal. Ils ont du mal à évaluer la « dangerosité » et à savoir quels comportements adopter. L'expert **Alexandre Masraff** a donné des conseils pratiques pour celui qui se déplace, comme pour la personne qui organise le voyage et plus généralement des conseils pour la politique de l'entreprise.

Commission Santé – CIAN
Paris, 9 mars

Erick Maville, président de la Commission, a proposé un point très complet sur la lutte contre le paludisme en Afrique et le rôle des entreprises. L'entreprise peut mesurer l'impact de la maladie sur son activité en termes de journées de travail perdues. En participant à la lutte anti vectorielle (fourniture de moustiquaires, répulsifs, assainissement des environs, pulvérisation aux domiciles des employés), elle se montre socialement responsable et diminue aussi le coût économique lié à la perte d'activité. **Christelle Lasmé**, responsable RSE de la Compagnie Fruitière a partagé l'analyse économique de son entreprise, qui est par ailleurs très engagée dans l'accompagnement médical des populations puisqu'elle gère des hôpitaux et dispensaires près de ses lieux de récolte situés souvent loin des villes et des équipements publics. Optorg et CFAO notent aussi des résultats de leur programme de sensibilisation et de prévention santé

destiné à favoriser l'acquisition de nouvelles habitudes par les familles.

Yan Sergerie, directeur médical Vaccins de Glaxo-SmithKline, a ensuite commenté le défi posé par la mise au point d'un vaccin contre un parasite (vs les vaccins courants qui protègent contre des virus). Des essais à grande échelle ont été menés dans sept pays africains. Ils montrent une certaine efficacité pour protéger les très jeunes enfants (les moins de cinq ans représentent trois quart des décès liés au paludisme). On note une diminution de 35% des cas graves avec une protection décroissante dans le temps. Certes ce taux peut paraître décevant au regard d'autres vaccins mais à l'échelle de l'Afrique, il pourrait néanmoins protéger des millions de bébés. **Dominique Parzy**, directeur département Biologie de K-Plan, a présenté le laboratoire mobile développé pour aider les pays africains qui manquent d'infrastructures d'analyse médicale. Il peut être envoyé sur des lieux d'épidémie. Enfin, **Pierre Jaudoin**, responsable développement, a présenté l'activité du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme. La France, deuxième contributeur, le dote de 360 millions d'euros par an pour aider les Etats à lutter contre ces maladies. Une trentaine d'entreprises et de fondations se sont engagés à ses côtés en apportant des moyens financiers et des compétences.



Jeunes entrepreneurs – CIAN
Paris, 14 mars

A la demande de la Fondation Prospective Innovation, **Pierre Arnaud** a rencontré au CIAN neuf jeunes chefs d'entreprises africains francophones intervenant dans des domaines d'activité très diversifiés et souvent innovants : traitement des déchets médicaux et pharmaceutiques, fournitures de kits solaires en location, ingénierie industrielle, e-commerce et distribution, compost et énergie, aliments biologiques, connectivité et domotique, applications informatiques, et publicité.

Tous présentent leurs entreprises ou leurs projets avec une argumentation et une détermination très convaincantes. Souvent issus d'incubateurs de startups, ils ont établi des plans d'affaires solides. Certains d'entre eux recherchent des partenaires techniques et ou financiers pour développer leurs entreprises ou encore se constituer un réseau de clientèle à l'international.

Commission RSE – CIAN
Paris, 14 mars

Le devoir de vigilance est une obligation faite aux entreprises donneuses d'ordre de prévenir les risques sociaux, environnementaux et de gouvernance liés à leurs opérations. Elle peut aussi s'étendre aux activités de leurs filiales et de leurs partenaires commerciaux (sous-traitants et fournisseurs). En France, la loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre a été adoptée le 21 février 2017 par les députés et validée par le Conseil constitutionnel le 23 mars (qui a toutefois censuré les amendes civiles prévues initialement par les députés).

Pierre-Samuel Guedj président de la commission, a invité **Sabine Gagnier** d'Amnesty International à exposer

En savoir plus

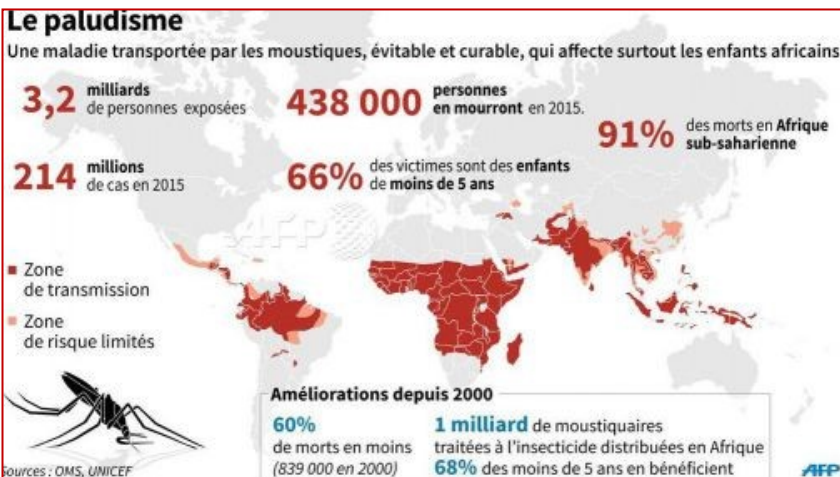
Commission Sûreté
Arnaud Kremer, président
arnaud.kremer@iremos.fr

Commission Santé
Erick Maville, président
emaville@santeentreprise.com

Comité directeur du CIAN
Pierre Arnaud
sereneconseil@gmail.com

CIAN

www.cian-afrique.org
Retrouvez les documents des commissions sur votre espace adhérent.



Mai / Juin 2017

les attentes de la société civile vis-à-vis des entreprises : plus de respect des droits humains, limitation de la pollution, protection de la santé des salariés et des consommateurs, transparence sur les impacts de l'activité économique. Les responsables RSE présents ont ensuite échangé avec le cabinet Affectio Mutandi sur la mise en place de ces plans de vigilance, leur envergure et les délais accordés aux entreprises.

Commission Juridique et Fiscale — CIAN

Paris, 24 mars

La croissance des marchés de produits et de services de grande consommation en Afrique, la vigueur de la contrefaçon internationale renforcent la nécessité de protéger les marques. **Frank Soutoul** et **Jérémy Giacobazzi**, experts d'Inlex Africa, ont expliqué comment mettre en œuvre une stratégie efficace de protection et de défense de ses droits en matière de propriété intellectuelle. Cela est loin d'être simple car il faut allier des stratégies régionales et nationales de dépôt, au cas par cas. Des recherches d'antériorité à la mise en place de la surveillance des registres, ils ont donné les repères essentiels. Ils n'ont pas manqué de signaler les zones à risques (OAPI, Tanzanie, Nigéria). Ils ont conseillé d'introduire la question de la propriété dans la négociation de partenariats commerciaux et d'impliquer le partenaire choisi dans la surveillance. A l'heure de la digitalisation de l'économie, l'enregistrement des noms de domaine est importante. Il est possible de les déposer dans les pays de l'OAPI. L'extension « .africa » est lancée à partir du 4 avril pour une ouverture générale en août.

Assemblée générale du CIAN

Paris, 28 mars

Les adhérents du CIAN étaient conviés à l'assemblée générale annuelle à l'Automobile Club. Le rapport moral de l'association présenté par son président, **Alexandre Vilgrain**, et les comptes 2016 ont été approuvés ainsi que le budget 2017. Le CIAN continuera de développer ses actions d'information, de *networking* et de *lobbying* au service de ses membres et de la communauté des affaires en Afrique.

Le programme RH Excellence Afrique va être déployé progressivement sur le continent, en commençant par quatre pays prioritaires : Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal. **Souleymane Traoré**, DRH de CFAO Retail en Côte d'Ivoire, impliqué comme responsable pays a expliqué sa mission et les attentes de son entreprise. Après une rapide présentation des travaux des commissions, les nouveaux adhérents se sont présentés (26 entreprises ont rejoint le CIAN en 2016).

Lors du déjeuner-débat qui a suivi, **Francis Perrin**, chercheur de l'IRIS et de l'OCP, a donné un éclairage sur la place de l'Afrique sur le marché du pétrole et du gaz. Détenant 6 à 8 % des réserves de pétrole, l'Afrique représente 10% des exportations mondiales, 20% des activités d'Exxon, 40% de celles de Total en pétrole et 20% en gaz, 60% de celles d'ENI. 5 pays africains (Algérie, Angola, Gabon, Lybie, Nigeria) font partie de l'OPEP avec un poids des exportations de pétrole très important pour leur économie (96% des recettes de l'Algérie).

Commission Sûreté – CIAN

Paris, 18 avril

La Direction Générale de la Sécurité Intérieure est venue mettre en garde les adhérents du CIAN contre la "naïveté digitale". A l'heure où le capital de l'entreprise est en partie numérique, partir en Afrique ou ailleurs et se passer de cryptage, de VPN, transporter toutes ses données sur le disque dur de son portable, croire son *smartphone* inviolable etc., font courir à l'organisation des risques souvent méconnus. Les précautions élémentaires sont rappelées dans des guides

pratiques disponibles sur le site du CIAN. L'expert a de surcroît montré ou décrit quelques pièges informatiques invisibles : la clé USB déposant secrètement des fichiers sur le disque dur, le capteur des listes de connexions wifi, le socle de chargement mémorisant le contenu de l'appareil branché. Les participants sont repartis prévenus !

Commission Juridique et fiscale – CIAN

Paris, 27 avril

Deana d'Almeida, Head Tax et **Iris Francis**, avocate du Desk Afrique de CMS Bureau Francis Lefebvre ont fait le point sur les principales nouveautés des lois de finance des pays d'Afrique. Avec plus de trente conventions fiscales bilatérales, la France se situe au premier rang des pays qui disposent d'un cadre conventionnel avec l'Afrique. Toutefois cela ne met pas l'entreprise complètement à l'abri des changements et des interprétations de l'administration, notamment en matière de retenue à la source. Plusieurs pays ont d'ailleurs étoffé la documentation à fournir relative aux prix de transfert (régulant les relations intragroupe). La présentation complète avec les fiches pays est à télécharger sur le site du CIAN.



Afrique et Numérique – MAEDI

Paris, 3 mars

Chaque semestre, le ministère des Affaires étrangères réunit les responsables des entités les plus actives en Afrique, publiques comme privées. Pour cette séance « Afrique et numérique », les intervenants ont souligné le rôle du numérique comme accélérateur du développement, grâce à des services tels que le e-gouvernement, la digitalisation des administrations, la e-santé, le financement mobile... Une quarantaine de pays africains ont d'ailleurs adopté des schémas directeurs pour développer le numérique, à l'instar du Plan Mali Numérique 2020. Largement animée par des professionnels du privé, la conférence a mis en valeurs l'esprit d'entreprise et les startups innovantes, avec un point particulier sur les innovations « frugales » qui proposent des avancées pragmatiques en consommant peu de moyens. Le domaine culturel (musique, audiovisuel) a été présenté comme un secteur important à soutenir pour faire émerger des contenus africains francophones de qualité, car le marché potentiel est immense. L'internet des objets, quant à lui, recèle de promesses.

Alexandre Zapolsky, fondateur de Linagora, a conclu la séance en présentant l'ADD, *Africa Digital for Development*, une association multilatérale qui vise à structurer les organismes patronaux africains du numérique.

Stratégie Africaine – Proparco

Paris, le 6 mars

L'équipe dirigeante de Proparco : **Grégory Clément**, DG, **Amaury Mulliez**, directeur des opérations, **Odile Conchou**, directrice Environnement, Gouvernance, Impact et **Anne-Gaël Chapuis**, directrice de la communication et de la transparence, a fait une présentation à la société civile de la stratégie de Proparco 2017/20 que venait de valider le Conseil d'administration.

Le Bilan 2016 s'établit en matière d'autorisations d'engagements à 1,3 milliards d'euros, pour 70 projets dont 509 millions (M) en Afrique (40%), 191 M dans

En savoir plus

Commission RSE

Pierre Samuel Guedj, président
ps.guedj@affectiomutandi.com

Commission Juridique et Fiscale

Jean-Jacques Lecat, président
jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

Commission Sûreté

Arnaud Kremer, président
arnaud.kremer@iremos.fr

Direction du CIAN

Sandrine Sorieul, directrice
sandrine.sorieul@cian.asso.fr

L'engagement numérique de la France en faveur des pays du Sud

Du côté de la France, un plan d'action « Développement et Numérique » destiné à soutenir le développement des écosystèmes numériques dans les pays du sud est porté conjointement par le secrétariat d'Etat chargé du numérique et le secrétariat d'Etat chargé du développement et de la francophonie. Les directions générales du Quai d'Orsay intègrent le numérique dans leur stratégie diplomatique. BPIFrance et l'AFD ont elles aussi un engagement de soutien de projets : financement *Afric'Innov* pour créer une plateforme d'incubateurs africains, concours *Digital Africa* pour les startups, financements AFD pour une transition numérique inclusive.

En savoir plus**PROPARCO**

www.proparco.fr
Carte d'identité 2017
http://www.proparco.fr/webdav/site/proparco/shared/ELEMENTS_COMMUNS/PROPARCO/Publications/Carte_identite/PROPARCO-Carte_d_identite_Factsheet_2017.pdf

IFRI

www.ifri.org
Débat
www.ifri.org/fr/debats/afrique-australe-lavenir-incertain-dun-pole-de-stabilite

CIAN

Jacques Manlay,
Expert Afrique anglophone
jacques.manlay@orange.fr

DG TRESOR

Zimbabwe
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/zimbabwe
Mozambique
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/mozambique
Madagascar
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/madagascar

CROISSANCE PEACE

www.croissancepeace.org
Compte rendu de la conférence
<http://croissancepeace.org/peace/wp-content/uploads/pdf/Compte%20rendu%20-report%20%20de%20la%20Conférence%20internationale.pdf>

AFRICA CEO FORUM

www.theafricaforum.com/fr/

les pays dits « Frontières » et PMA. Plus de 30%, soit 470 M concernent le Climat. Les signatures en cours pour 2017 s'élèvent à 960 M pour 60 projets dont 331 en Afrique subsaharienne, 308 en Méditerranée et au Moyen Orient.

En termes de secteur, 45% concernent le secteur financier dont les assurances, 35% les infrastructures (ENR, ports et aéroports, télécoms), 13% les entreprises notamment dans l'agroalimentaire, l'éducation, la santé et l'hôtellerie, 7% les fonds d'investissement dans l'optique de financer les PME au travers de partenaires.

La stratégie 2017/2020 prend en compte les recommandations de la COP21 et de la Conférence d'Addis-Abeba, de l'évolution des marchés et de la demande des clients. Proparco va développer son approche capital-risques pour pouvoir prendre plus d'initiatives en amont des projets. Elle prévoit plus d'opérations en fonds propres en direct ou via les fonds d'investissement : +200 M par an soit 1,5 Milliards en cumul à fin 2020. Proparco privilégiera les opérations qui s'inscrivent dans les objectifs de développement durable (ODD) définis par l'ONU, celles qui ont un impact en termes d'emploi, de bien-être des populations et qui permettent d'accroître les recettes de l'Etat.

Dans le cadre de l'objectif de transparence, les projets financés sont tous présentés sur le site internet.

Afrique Australe – IFRI

Paris, 13 mars

Si l'Afrique australe a été considérée depuis le début du siècle comme un pôle de stabilité, les pays qui la composent affrontent actuellement des difficultés internes qui remettent en cause cette vision.

Le Zimbabwe est devenu très vulnérable : 11,2 milliards de dollars de dette, 90% de chômeurs, 72% de la population en dessous du seuil de pauvreté. La réforme agraire de 2000 a détruit l'agriculture. L'avenir du pays est incertain.

Le Mozambique affronte des problèmes économiques et les disparités de développement entre Maputo et le nord du pays sont énormes. La démocratisation n'a pas apporté une paix durable car les partis vainqueurs ont du mal à gérer le pays et la contestation resurgit régulièrement. Si les gisements de gaz sont importants, la commercialisation de volumes significatifs demandera 10 ans. Les récentes dissimulations de dettes aux bailleurs de fonds pour 1 milliard de dollars ont rendu la situation encore plus tendue.

A Madagascar, les trafics en tout genre (or, pierres, espèces protégées, cannabis, cloches d'église..) et le banditisme sont présents. La situation économique reste difficile dans la perspectives d'élections présidentielles de fin 2018.

L'Afrique du Sud a déçu les espoirs placés dans la dynamique post-apartheid et des dissensions internes sont apparues au sein de l'ANC. La contestation monte : rébellion des pauvres contre les services publics, conflits dans de nombreux secteurs. Les agences de notation ont dégradé la note du pays.

Croissance partagée – Croissance Peace

Paris, le 16 mars



L'ONG Croissance Peace œuvre pour une croissance partagée multilatérale avec l'Afrique. Elle encourage les projets de coopération qui recourent à la main d'œuvre locale et s'appuient sur un management local. Pour les dix ans de l'association, le président **Ludovic Emanuely** a conduit les échanges dans une salle de l'Assemblée nationale.

Quatre ambassadeurs africains ont présenté les secteurs prioritaires de leur pays. Le Burkina-Faso a annoncé la création d'une agence de promotion des investisseurs locaux et étrangers, souhaitant développer les partenariats public privé et les secteurs du transport, du BTP, des TIC, de l'éducation et de la formation. L'ambassadeur du Maroc a rappelé le retour du Maroc dans l'Union Africaine et la volonté du pays d'agir en Afrique selon les 5 axes prioritaires fixés par la BAD. Présenté comme un pays en reconstruction, Madagascar a décrit un programme tourné vers les secteurs de l'énergie, l'agriculture, la pisciculture, les technologies et l'industrie. Grâce à son agence de promotion, le Cameroun entend encourager l'investissement privé. Son ambassadeur a clairement invité les personnes souhaitant développer des projets à prendre contact.

Pour illustrer l'aspect multipartite de la croissance africaine, les ambassadeurs de pays tiers : Maroc, Inde, Turquie, Vietnam et le président de la chambre de commerce latino-américaine, sont ensuite intervenus pour exprimer leur vision de la coopération avec l'Afrique. Ils ont souligné l'importance des approches pragmatiques, centrées sur les besoins immédiats du continent.

Les trois panels qui ont suivi ont permis d'aborder avec des retours d'expérience sur des sujets importants pour l'avenir : la formation, l'accès aux soins médicaux, le financement des projets. L'entreprise Pernod-Ricard a reçu le prix de la croissance partagée pour son implantation dans 7 pays africains respectueuse de la planète et de l'humain.

Africa CEO forum

Genève, 21-22 mars 2017



Rendez-vous très prisé des hommes et des femmes d'affaires et des dirigeants politiques africains, l'édition 2017 a réuni 1200 conférenciers de haut niveau à Genève, autour de la question du dynamisme économique du continent.

Pour retrouver une croissance plus forte, le continent doit résoudre la question de la production énergétique et de l'accès de la population à l'électricité. Il pourra s'appuyer sur l'esprit d'entreprise et les technologies de l'information pour accélérer la productivité. La promotion de l'agriculture est apparue comme une absolue nécessité. « Il faut trouver un moyen pour que ce secteur soit aussi attrayant pour les investisseurs que la téléphonie mobile, car 70 % de nos emplois en dépendent », a ainsi soutenu **Mo Ibrahim**. En clôture, les présidents ghanéen et sénégalais, **Nana Akufo-Addo** et **Macky Sall** ont débattu ensemble. Le premier a souligné l'importance pour son pays de prendre son destin en mains tandis que le président sénégalais a toutefois insisté sur la nécessité de collaborer avec les investisseurs internationaux car le seul secteur privé africain "ne suffit pas

pour répondre totalement à tous les besoins d'investissement de l'Afrique". Les deux leaders se sont accordés à dire que la création d'une zone de libre-échange dynamique en Afrique, évoquée à une réunion de l'Union Africaine en Ethiopie, aurait dû exister depuis longtemps.

Rencontres internationales des PPP

Paris, 22-23 mars 2017

Les 10^è rencontres internationales des Partenariats Public-Privé se sont déroulées à Paris. En ouverture, la Banque Africaine du Développement a mis en valeur les opportunités qu'offre en matière de PPP les pays d'Afrique du Nord. Elle a expliqué que susciter l'intérêt d'opérateurs et d'investisseurs privés multiplie les chances de conduire des projets PPP à succès,

en particulier si les acteurs et responsables institutionnels des PPP relevant des ministères sont dotés des capacités et expertises adéquates. La demande de PPP se développe en Afrique, où le besoin d'améliorer la qualité des infrastructures et des services aux citoyens est prégnant, avec la possibilité de tirer profit de modalités innovantes de financements et de structurations de projets. La BAD offre son appui à la Tunisie, pour l'opérationnalisation de sa loi relative aux PPP, qui doit déboucher sur le lancement imminent de deux projets pilotes.

Le Gabon était l'invité d'honneur, représenté par le premier ministre **Emmanuel Isoze-Ngonde** et la ministre de la Promotion de l'investissement privé, du commerce, du tourisme et de l'industrie, **Madeleine Berre**.

En savoir plus

RENCONTRES DES PPP

www.lrippp.com
Compte rendu AFDB
<https://www.afdb.org/en/news-and-events/10e-rencontres-internationales-des-ppp-a-paris-avec-son-hub-regional-pour-les-ppp-en-afrique-du-nord-la-bad-mobilise-linteret-des-investisseurs-et-poursuit-son-travail-de-renforcement-des-capacites-16841/>

VIE DES SOCIETES



Nominations Congo, Mali, Ghana

Mickaël Gonçalves a été nommé au poste de directeur général d'Ascoma Congo, à compter du 1^{er} avril 2017. Titulaire d'un master en commerce international de l'Ecole européenne de commerce de Paris, il a rejoint le Groupe Ascoma en 2012, d'abord au sein de l'équipe de coordination internationale à Paris, puis au Gabon, avant de prendre la direction générale d'Ascoma Madagascar en 2013. Basé à Pointe Noire, et sous la supervision de **Michel Valette**, directeur régional Afrique Centrale Est, Mickaël Gonçalves poursuivra le développement de la filiale congolaise du Groupe Ascoma.

Vance Abissa a rejoint le Groupe Ascoma en février dernier en qualité de directeur d'Ascoma Mali. Titulaire d'un diplôme d'ingénieur en actuariat, Vance Abissa a notamment été directeur courtage Afrique au sein de Planet Garantie puis conseiller technique pour le CIDR (Centre International de Développement et de Recherche). Sous la supervision de **Jean-François Alauze**, directeur régional Afrique de l'Ouest, Vance Abissa pilotera le développement des activités du Groupe au Mali.

Nicolas Jambou a rejoint le Groupe Ascoma en avril dernier en qualité de directeur général d'Ascoma Ghana. Diplômé d'un MBA de l'Université de Wales en Angleterre, Nicolas Jambou a occupé différents postes sur le territoire ghanéen. Il a travaillé en tant que directeur commercial chez Allianz en 2010 et Sonapack (Groupe Rossmann) en 2011, puis pendant 4 années pour la compagnie Sylva Spares Plus (Groupe Bernard Hayot). Sous la supervision de Jean-François Alauze, directeur régional Afrique de l'Ouest, Nicolas Jambou assurera le développement d'Ascoma Ghana.



Implantation au Maroc

Organisme de formation et de qualification français spécialisé dans le BTP créé en 2006, l'ESCT, Ecole Supérieure de Conduite de Travaux, permet à des étudiants ayant un niveau bac ou plus, à des professionnels du BTP, à des demandeurs d'emploi ou à des personnes en reconversion professionnelle d'obtenir des titres professionnels français reconnus au RNCP - Répertoire National des Certifications Professionnelles de Bac+2 à Bac+5.

En 2013, l'ESCT s'est implantée à Marrakech (Guéliz) et délivre les mêmes titres professionnels qu'en France pour des étudiants et des professionnels du

BTP (particuliers et entreprises). Elle propose des formations « encadrées », continues en présentiel, avec des centres de formations partenaires implantés dans les plus grandes villes du Maroc (Casablanca, Rabat, Agadir, Tanger, Kenitra, Marrakech, ...) alliant un apprentissage en e-learning via BATILEARN (plateforme de formation en ligne de l'ESCT) et des cours en présentiel le soir ou le week-end.

Elle offre aussi des formations « liberté », 100% en E-learning avec BATILEARN et des formations « business », exclusivement dédiées aux groupes et entreprises du BTP et conçues sur-mesure en fonction de leurs besoins.



Au service des entreprises marocaines

L'ouverture du Maroc vers son continent africain est portée par SM le Roi Mohamed VI. Les entreprises marocaines se tournent largement vers les nouveaux marchés africains. Mais la croissance des marchés – particulièrement celle des produits et des services de grande consommation, renforce la nécessité de protéger les droits de Propriété Intellectuelle qui englobent les marques, les dessins et modèles industriels, les noms de domaine ainsi que les brevets d'invention.

Pour accompagner ce mouvement panafricain, le Cabinet marocain H&H Consulting Law Firm et le cabinet international INLEX à travers sa structure africaine INLEX Africa ont donc décidé de s'associer. Ils mettent ainsi leur expertise complémentaire en matière de propriété industrielle et intellectuelle au service des entreprises et investisseurs marocains désireux de s'engager dans le développement du continent dont le Maroc est partie prenante. Cette triple expertise croisée, Europe-Maghreb-Afrique, des deux cabinets est un atout inédit pour accompagner le développement de ces entreprises marocaines en Afrique.

C'est le 24 avril dernier à Casablanca, devant les principaux acteurs de ce développement économique que **Franck Soutoul** et **Hicham Chorfi** associés fondateurs des deux cabinets ont décidé de sceller leur partenariat. Entourés de personnalités telles que **M. El Maliki**, directeur de l'OMPIC, ils ont, à cette occasion, animé une conférence, au cours de laquelle ils ont présenté leur vision stratégique de la protection des droits de la propriété industrielle en Afrique, sur le thème : « *Propriété industrielle, levier de l'investissement en Afrique* ». L'évènement a été relayé par de nombreux média.

En savoir plus

ASCOMA

www.ascoma.com
Contacts
mickael.goncalves@ascoma.com
vance.abissa@ascoma.com
nicolas.jambou@ascoma.com

ESCT

Ecole Supérieure de Conduite de Travaux

Formations :
Technicien Supérieur du Bâtiment en Économie de la Construction / Conducteur de Travaux Bâtiment Gros Œuvre / Conducteur de Travaux Publics : Route, Canalisation, Terrassement / Conducteur de Travaux Publics Génie Civil / Chargé d'Affaires BTP / Directeur de Travaux En France, l'ESCT est qualifiée OPQF.

www.esct.ma

Contacts :

[Brahim Fikrane](mailto:Brahim.Fikrane@esct.fr)
b.fikrane@esct.fr
[Philippe Raoult](mailto:Philippe.Raoult@esct.fr)
p.raoult@esct.fr

INLEX AFRICA

www.inlex-africa.com
Lancement Maroc
<http://www.inlex-africa.com/inlex-africa-crea-une-nouvelle-plate-forme-de-services-casablanca-new-ip-plateform-casablanca/>



En savoir plus**ONOMO**www.onomohotel.com

Contact

Christophe Maffei, dir. commercial

christophe.maffei@onomohotel.com@onomohotel.com

ONOMO Hotel Cape Town - Inn On the Square

onomo.capetown@onomohotel.com**SOMDIAA**www.somdiaa.comwww.fondations-somdiaa.com**SCHNEIDER ELECTRIC**www.schneider-electric.com/ww/fr/**ONOMO Hotel Cape Town - Inn On the Square**

Le groupe ONOMO annonce que l'hôtel 'Inn On The Square' est devenu 'ONOMO Hotel Cape Town - Inn On The Square'. Immeuble emblématique de la ville, cet hôtel bénéficie d'une localisation centrale (Greenmarket Square), à proximité du quartier des affaires et du centre de convention (CTICC). Il offre 165 chambres alliant confort, modernité et l'ensemble des services pour satisfaire nos clients : restaurants, piscine panoramique chauffée, sauna, salle de sport... et bien entendu le sourire ONOMO pour vous accueillir.

Déjà présent dans plusieurs capitales en Afrique de l'Ouest, le groupe diversifie son implantation et prévoit 3 ouvertures d'ici 2018 à Conakry, Kigali et Durban. L'objectif est de devenir une des chaînes hôtelières leader en Afrique.

**Signature d'une convention pour un complexe industriel à Pointe-Noire**

Présent depuis plus de 60 ans en République du Congo, le Groupe SOMDIAA investit dans un complexe industriel au Port de Pointe-Noire.

Portée par une nouvelle entreprise, la Société les Grands Moulins du Phare (SGMP), cette unité sera composée d'un moulin (70.000 t de farine de blé), d'une maïserie (9.000 t de griz de maïs) et d'une usine d'alimentation animale (10.000 t) dans l'enceinte du domaine public portuaire, et d'un élevage permettant la production de poussins d'un jour (1 million par an) en périphérie de Pointe-Noire.

Ainsi, sous le patronage du ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, **Séraphin Bhalat**, directeur général du Port auto-

nome de Pointe-Noire et **Alexandre Vilgrain**, président du conseil d'administration de la SGMP, ont signé le 15 mai à Pointe-Noire une convention d'occupation du domaine portuaire pour la construction et l'exploitation de ce moulin mixte.

Cet investissement confirme la volonté du groupe de mener des projets agro-industriels structurants et de se positionner en partenaire durable de tous les acteurs pour développer l'emploi et la production locale.

**Former aux métiers de l'énergie**

Schneider Electric s'engage à former un million de personnes aux métiers de l'énergie d'ici 2025. Déjà très présent en Asie et en Afrique, le groupe est fier d'inaugurer son premier centre de formation en Côte d'Ivoire. La cérémonie s'est déroulée le 30 mars 2017, en présence du secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle **Mamadou Touré**.

Ce centre créé à Abidjan en partenariat avec le Ministère d'Etat Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle (MEMEASFP) et le CPM-Bat a pour objectif de former 60 jeunes par an. D'une durée de six mois, dont deux en stage dans le domaine de l'électricité, du bâtiment et de l'entrepreneuriat, la formation facilitera l'insertion professionnelle de personnes issues de milieux défavorisés.

La formation est un enjeu essentiel en Afrique de l'Ouest. « Ce centre de formation technique offrira aux étudiants la possibilité de renforcer leurs compétences professionnelles dans la filière électrique et d'accéder à l'emploi » a déclaré **Dalil Paraiso**, président de Schneider Electric Afrique de l'ouest.

NOUVEAUX ADHERENTS**En savoir plus****CPoR Devises**www.cpordevises.com

Contact

François de Lassus,

directeur de la com. externe

francois.delassus@cpordevises.com**CPoR Devises, billets étranger et or**

Établissement de crédit spécialisé, CPoR Devises est le principal intervenant grossiste en France sur le marché du billet de banque étranger et celui du marché de l'or physique aux fins d'investissement. Il est constitué en société anonyme à directoire et conseil de surveillance, filiale à 80 % du Groupe Tessi et à 20 % du Crédit Agricole SA.

En France, la diffusion auprès de nos partenaires bancaires de solutions innovantes et efficaces de traitement des opérations a contribué à préserver la part de la monnaie fiduciaire dans la gamme des moyens de paiement internationaux mis à la disposition des particuliers et des entreprises pour l'organisation de leurs voyages (2/3 des voyageurs préfèrent partir avec des devises plutôt que changer leurs euros ou retirer dans les distributeurs de billets à l'étranger selon un sondage commandé à IPSOS par CPoR Devises en mai 2014).

A l'international, CPoR Devises a engagé avec succès depuis plusieurs années le développement d'offres spécifiques auprès des banques commerciales, notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale, et se présente aujourd'hui comme un acteur majeur sur ces marchés.

Ministère des Affaires étrangères**Un Ambassadeur, Un Entrepreneur**

28 août 2017, 14h30-18h30

- Pour accompagner les PME et ETI françaises ayant un projet de développement à l'international.

- 15 minutes de tête à tête avec un ambassadeur.

Inscriptions jusqu'au 16 juin

www.1ambassadeur1entrepreneur.fr**NOMINATIONS****Présidence**

Philippe Etienne, conseiller diplomatique

Franck Paris, conseiller Afrique

Gouvernement

Edouard Philippe, Premier ministre

Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe

et des affaires étrangères

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie

Murielle Pénicaud, ministre du Travail

Marielle de Sarnez, ministre auprès du ministre

de l'Europe et des affaires étrangères,

chargée des affaires européennes

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Claire Bodonyi, ambassadrice en Namibie

Xavier Driencourt, ambassadeur en Algérie

Stéphane Romatet, ambassadeur en Egypte

Laurent Amar, consul au Cap

Sonia Doña Perez, consule à Johannesburg

Christophe Jean, consul à Oran

Bernard Nedelec, consul à Ouagadougou

Laurent Souquière, consul à Abidjan

Thierry Vallat, consul à Tanger

PUBLICATIONS

Lancement des Cahiers du CIAN

Depuis bientôt quarante ans, la mission du CIAN consiste à délivrer des services à ses membres, et à promouvoir les valeurs et les convictions qui animent les entreprises qu'il représente. Mais l'émergence de l'Afrique est l'affaire de tous : si elles agissent seules, les entreprises sont démunies, mais aussi les Etats ou les institutions internationales, les organismes financiers tout comme la société civile.

C'est pourquoi, il nous a semblé indispensable que le CIAN aille au-delà de son action technique et de plaider et qu'il prenne une part active au débat public sur l'Afrique. Nous pensons nécessaire d'améliorer la connaissance de sujets complexes relatifs au continent. Voilà pourquoi, le 27 mars, au salon Livre Paris, le CIAN a lancé la nouvelle collection des Cahiers du CIAN, élaborée avec l'éditeur Michel Lafon. Chaque ouvrage donne lieu à un partenariat avec un membre du CIAN particulièrement compétent sur le sujet choisi.



Le digital en Afrique. Les cinq sauts numériques

Jean-Michel Huet, associé chez BearingPoint, a rédigé le premier Cahier du CIAN. Il analyse et décrypte la révolution digitale en Afrique, dans un livre préfacé par Stéphane Richard, PDG du groupe Orange.

« Par ses multiples déclinaisons, le digital en Afrique couplé à la connectivité assurée par la téléphonie permet de pallier les insuffisances des réseaux physiques et des infrastructures pour donner accès à des services du quotidien jusqu'alors inaccessibles. C'est le cas par exemple en matière de santé, d'éducation et d'inclusion financière. Véritable laboratoire digital, l'Afrique est en avance en matière d'économie numérique avec des modèles qui consolident son développement et sa transformation », explique Jean-Michel Huet.

Ce livre met en valeur les cinq avancées digitales qui permettent à l'Afrique de sauter des étapes de son développement et d'être en passe de devancer les autres continents. Ces cinq sauts numériques, aussi appelés *leapfrogs*, touchent tous les pans de l'économie africaine : les télécoms, les services financiers mobiles, l'e-commerce, l'e-gouvernement et l'économie des plateformes collaboratives.

Le livre est illustré de témoignages d'acteurs publics et privés.



LIVRES

Carnet de route d'un Africain, Loïk Le Floch-Prigent, Ed. Elytel, avril 2017

Le Réveil de l'éléphant de l'Afrique.
Tome 1 : Côte d'Ivoire : des élans maintes fois brisés ,
Tome 2 : De l'effondrement au sursaut,
 Théophile Ahoua N'Doli, Préface d'Alassane Ouattara, Ed. L'Harmattan, avril 2017

L'Afrique, défis enjeux et perspectives en 40 fiches pour comprendre l'actualité, Philippe Hugon, Ed. Eyrolles, nov 2016

REVUES

Secteur Privé & Développement (PROPARCO)

- **Le secteur portuaire en Afrique : plein cap sur le développement.** N°26, mars-mai 2017
- **Les producteurs privés d'électricité : une solution pour l'Afrique ?** HS, mars 2017
- **L'assurance en Afrique : un futur à construire.** N°25, sept-nov 2017

Géopolitique africaine

- **COP22, Francophonie : deux sommets majeurs,** 2016 (N° 58/59)

PARTENAIRES

La Ferdi vient de publier deux nouveaux indices.

FERDI L'indice d'engagement des Etats dans le processus d'intégration régionale a pour objet de permettre le suivi de l'intégration régionale d'une communauté économique régionale. Une première application de cet indice à l'intégration commerciale dans l'UEMOA a été réalisée en 2016. En savoir plus : <http://www.ferdi.fr/fr/indicateur/indice-d-e2%80%99engagement-des-etats-dans-le-processus-d-e2%80%99int-c3%A9gration-r-c3%A9gionale>

L'Indice d'effort fiscal ajusté de la vulnérabilité a pour objet de prendre en compte les différentes dimensions de la vulnérabilité structurelle des pays dans l'évaluation de leur effort fiscal. Cette mesure est d'autant plus essentielle, que les ressources intérieures des pays en développement représentent la première source publique de financement du développement (de l'ordre de 80 % des ressources des Etats). Or, la vulnérabilité économique est nuisible aux recettes fiscales tandis que le capital humain les améliore. Cette estimation d'un nouvel indice d'effort fiscal est réalisée pour 120 pays en développement au cours de la période 1990-2012. En savoir plus : <http://www.ferdi.fr/fr/indicateur/indice-deffort-fiscal-ajust-c3%A9-de-la-vuln-c3%A9rabilit-c3%A9>



AFRICA SMB FORUM, Paris, 8 juin 2017, 14-18 h
 Conseil Supérieur du Notariat, 60 bd de la Tour Maubourg, 75007 Paris
Investir dans les PME africaines : pour la croissance en Europe et les emplois durables en Afrique.

En savoir plus

LES CAHIERS DU CIAN

Le Digital en Afrique,
 Jean Michel Huet,
 éd. Michel Lafon, mars 2017
 208 pages, 20 €
 E-book, 9,99 €

Conférences

<https://www.cian-afrique.org/actions-et-services/evnements-du-cian/>



Transformation digitale et e-commerce

2 juin, 9h-12h30
 CCI Paris Ile-de-France,
 27 av de Friedland, 75008 Paris

Le digital en Afrique

14 juin, 19h30-21h30
 9 rue d'Athènes, 75009 Paris
 Etienne Giros animera un panel de témoins autour de Jean-Michel Huet



Rendez-vous international de la Tech africaine

7-8 juin
 MEDEF, 55 avenue Bosquet
 75007 Paris

Inscription : afrobytes.com
 (Code Promo pour les adhérents du CIAN)



En savoir plus

FERDI

www.ferdi.fr
 Programme pour la publication d'indicateurs de développement innovants
<http://www.ferdi.fr/fr/programme-projet/indicateurs-de-d-c3%A9veloppement-innovants>

AFRICA SMB FORUM

Information et inscription
 Dogad Dogoui, Chairman
africasmb@gmail.com

AGENDA

GUIDE PRATIQUE CIAN

La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique : enjeux, pratiques et recommandations



(10 € + port)

GUIDE PRATIQUE CIAN

Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier

(9 € + port)



Commander les Guides Pratiques CIAN :

communication@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

CIAN

PARIS – Commission Sécurité, 9 juin
PARIS – Le Digital en Afrique, 14 juin
PARIS – Déjeuner-débat, 20 juin
Infos : www.cian-afrique.org

ABLC (African Business Lawyers' Club)

PARIS – Cities Promises: Unleashing the Potential of Urban Development, 30 juin

AFD

PARIS – Vulnérabilités et crises : quels rôles pour les entreprises ?, 30 mai
PARIS – Innovations, Valoriser les déchets dans les villes du Sud, 9 juin

AFRICA ENERGY FORUM

DANEMARK – 19^e édition, 7-9 juin

AFRICA SMB FORUM

PARIS – Financer les PME africaines pour la croissance en Europe et les emplois en Afrique, 8 juin

ADEPTA

PARIS – Assemblée générale, 40 ans de l'ADEPTA, 23 juin
COTE D'IV – Salon SARA, 17-26 nov

AFROBYTES

PARIS – Afrobytes Tech Conference, 8-9 juin

BPIFRANCE

PARIS – GO AFRICA, à la conquête de l'Afrique, 19 juin

BUSINESS FRANCE

AFR du SUD – Africa Rail, 13-14 juin
ANGOLA – BtoB oil&gas, 13-15 juin
ZAMBIE – Mission découverte, 19-21 juin
COTE D'IV – Séminaire à la Banque Africaine de développement, 19-23 juin
RDC – Mission secteur minier, 20-22 juin
KENYA/ETH – Renc aff Cosmétiques, 3-5 juil
PARIS – Travailler avec les partenaires chinois en pays tiers, 6-7 juil
AF du SUD – Renc affaires Beauté, 26-28 sept
Infos : www.programme-france-export.fr

CBSOA

BORDEAUX – Assemblée générale, 31 mai

CERI / SCIENCES PO

PARIS – Policer sans en avoir l'air au Kenya et au Soudan, 2 juin

CLUB EFFICIENCE

PARIS – Dîner du Club Efficience, invité Rémy Rioux, DG de l'AFD, 6 juin

CCI FRANCE INTERNATIONALE

PARIS – Assemblée générale, 27 juin

CCI PARIS ILE DE FRANCE / CEAF

PARIS – Comité d'Echanges Afrique France, Transformation digitale et e-commerce en Afrique, 2 juin

COMMISSION EUROPEENNE

BELGIQUE – European development days, 7-8 juin & EU-Africa Business Forum, 7 juin

FONDATION PROSPECTIVE ET INNOVATION

BORDEAUX – L'économie africaine : situation et intégration mondiale, 1^{er}-2 juin

INSTITUT DU MONDE ARABE

PARIS – Forum Afrique-Monde arabe-France : Construire un avenir économique commun, 19 sept

MEDEF INTERNATIONAL

OUG/RWANDA – Délég. de chefs d'entr. à Kampala et Kigali, 14-16 juin
PARIS – Frédéric Bontems, ambassadeur de France en Ethiopie, 22 juin

OCDE / UE

PARIS – Colloque Strategic Public Procurement, 2 juin
PARIS – Semaine de l'OCDE : dépasser les clivages, 6-8 juin

VIVA TECHNOLOGY

PARIS – RDV International des start-up, 15-17 juin

La Lettre du CIAN

Président :

Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :

Sandrine Sorieul

Ont collaboré à ce numéro :

Pierre Arnaud, Stephen Decam, Etienne Giros, Jacques Manlay

Pour vous abonner :

communication@cian.asso.fr

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 10 000 établissements et 300 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 60 milliards €, soit 80% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte du CIAN sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris
Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76
Fax : +33 (0)1 42 56 79 33
Email : contact@cian.asso.fr
Site : www.cian-afrique.org



**Retrouvez-nous
sur le Web :**

www.cian-afrique.org